
1917

*Rédigé entre le 22 et le 26
juillet (4 et 8 août) 1917
Publié les 28 et 27 juillet 1917
dans les n°s 3 et 4 du journal
«Rabotchi i soldat»
Signé : N. Lénine
Conforme au manuscrit*

*Œuvres t. 25, pp. 227-239,
Paris-Moscou*

Lénine

Réponse

I

Les journaux du 22 juillet ont publié un communiqué «du procureur du Parquet de Petrograd» relatif à l'instruction ouverte sur les événements des 3-5 juillet, ainsi qu'à l'inculpation de trahison et d'organisation d'insurrection armée lancée contre moi et contre d'autres bolcheviks.

Devant l'ampleur du scandale soulevé par cette abominable histoire manifestement montée, pour quiconque sait lire, avec le concours du diffamateur Alexinski, en conformité avec les vœux et les exigences depuis longtemps formulés du parti contre-révolutionnaire des cadets, le gouvernement s'est vu obligé de publier ce communiqué.

Mais le gouvernement Tsérétéli et Cie se couvrira doublement de honte par la publication de ce communiqué, car la grossièreté du faux saute aux yeux, surtout maintenant.

J'avais quitté Petrograd, pour raisons de santé, le jeudi 29 juin et je n'y suis revenu que le mardi 4 juillet au matin. Mais il va sans dire que j'assume la responsabilité pleine et entière de toutes les actions, de toutes les initiatives du Comité central et de notre parti en général. Il m'était nécessaire de mentionner mon absence de

quelques jours afin d'expliquer pourquoi je ne suis pas au courant de certains détails et dois surtout citer les documents publiés par la presse.

De toute évidence, ce sont précisément les documents de ce genre, en particulier lorsqu'ils ont paru dans la presse hostile aux bolcheviks, qui auraient dû être avant tout soigneusement réunis, collationnés et analysés par le procureur. Mais le procureur «républicain», qui s'en tient à la politique du ministre «socialiste» Tsérétéli, s'est refusé à remplir justement cette fonction essentielle qui lui est précisément impartie !

Peu après le 4 juillet, le journal ministériel *Diélo Naroda* reconnaissait comme un fait établi que, le 2 juillet, les bolcheviks avaient pris la parole devant le régiment des grenadiers et fait de l'agitation *contre* la manifestation projetée.

Le procureur avait-il le droit de passer ce document sous silence ? Avait-il des raisons de considérer comme nulle et non avenue la déposition d'un pareil témoin ?

Cette déposition établit ce fait, d'une importance primordiale, que le mouvement naissait spontanément et que les bolcheviks cherchaient à le différer, et non à le hâter.

Poursuivons. Le même journal a publié un document encore plus important : le texte d'un appel signé du Comité central de notre parti et rédigé dans la nuit du 3 au 4 juillet. Cet appel fut rédigé et donné à composer *après* le moment où le mouvement nous déborda, en dépit des efforts que nous faisons pour le contenir ou, plus exactement, polir le canaliser, *après* le moment où il devint un fait accompli.

Toute la bassesse et l'ignominie incroyables, toute la perfidie du procureur de Tsérétéli se révèlent précisément dans *le fait d'éluder* la question de savoir exactement quand, quel jour, à quelle heure, avant ou après l'appel bolchevique, *commença* la manifestation.

Or, dans le texte de cet appel, on parle de la nécessité de donner au mouvement un caractère *pacifique* et *organisé* !

Quoi de plus ridicule que l'accusation d'«organisation d'une insurrection armée» formulée contre le parti qui publiait dans la

nuit du 3 au 4 juillet, la veille du jour décisif, un appel en faveur d'une «manifestation pacifique et organisée» ? Autre question : quelle différence y a-t-il entre les procureurs de l'affaire Dreyfus ou de l'affaire Beylis et le procureur «de la République» du ministre «socialiste» Tsérétéli qui passe cet appel complètement sous silence ?

Poursuivons. Le procureur passe sous silence le fait que, dans la nuit du 4 au 5 juillet, le Comité central de notre parti rédigea un appel recommandant de cesser la manifestation et qu'il publia cet appel dans la *Pravda*, saccagée précisément cette nuit-là par un détachement de troupes contre-révolutionnaires.

Poursuivons. Le procureur passe sous silence le fait que Trotski et Zinoviev haranguèrent à *diverses* reprises les ouvriers et les soldats accourus au palais de Tauride dans la journée du 4 juillet et les invitèrent à *se disperser*, puisqu'ils avaient déjà manifesté leur volonté.

Des centaines et des milliers de personnes ont entendu ces harangues. Que tout citoyen honnête qui ne veut pas voir son pays déshonoré par de nouvelles «affaires Beylis» veille à ce que les auditeurs de ces harangues, quelle que soit leur appartenance politique, adressent au procureur une déclaration écrite (dont ils garderont copie) disant si Trotski et Zinoviev appelaient ou non les manifestants à se disperser. Un procureur honnête le demanderait lui-même à la population. Mais conçoit-on, sous le ministère Kérenski, Eirémov, Tsérétéli et Cie, un procureur honnête ? Et n'est-il pas temps pour les citoyens russes de veiller eux-mêmes à ce que les «affaires Beylis» ne soient plus possibles dans ce pays ?

Quelques mots encore à ce propos. Indisposé, je n'ai prononcé, quant à moi, qu'un seul discours le 4 juillet, du balcon de l'hôtel de la Krzesinka. Le procureur en fait mention, essaie d'en exposer le contenu et, se gardant de citer des témoins, passe une fois de plus sous silence les déclarations de témoins publiées dans la presse ! Je suis loin d'avoir pu me procurer la collection complète des journaux, mais j'ai tout de même vu deux dépositions dans la presse : celle du *Prolétarskoïé Diélo*, organe bolchevique de Cronstadt, et celle de la *Rabotchaïa Gazéta*, organe menchevique ministériel. Pourquoi ne pas vérifier le contenu de mon discours à l'aide de ces documents et d'un appel public à la population ?

Le contenu de ce discours, le voici : 1° je m'excusais de ne pouvoir, par suite de mon indisposition, dire que quelques mots ; 2° je saluais les révolutionnaires de Cronstadt au nom des ouvriers de Petrograd ; 3° j'exprimais la certitude que notre mot d'ordre : «Tout le pouvoir aux Soviets» devait être et serait victorieux en dépit de tous les zigzags décrits par les chemins de l'histoire ; 4° j'appelais au «sang-froid, à la fermeté et à la vigilance».

J'insiste sur ces détails pour ne pas laisser de côté les données de fait minimales que le procureur effleure - effleure à peine - avec tant de précipitation, de négligence et de désinvolture.

Mais il va sans dire que l'essentiel n'est pas dans les détails ; il est dans le caractère et la portée générale de la journée du 4 juillet. Le procureur s'est montré totalement incapable même d'y penser.

La presse nous offre sur cette question un témoignage des plus précieux, celui d'un ennemi acharné du bolchevisme qui déverse sur nous un torrent d'injures et nous crie sa haine : le correspondant de la *Rabotchaïa Gazéta*, feuille ministérielle. Son reportage parut peu après le 4 juillet. Les faits qu'il établit avec précision montrent que ses observations et ses impressions personnelles se divisent en deux parties formant un contraste saisissant. A la première partie il oppose la seconde en disant que l'affaire «tourna à son avantage».

La première partie des impressions de ce journaliste se rapporte au moment où il tente de prendre la défense des ministres au sein d'une foule tumultueuse. Il est insulté, frappé et, pour finir, arrêté. Des exclamations et des mots d'ordre dénotant l'exaspération retentissent autour de lui. Il retient surtout que l'on crie : «A mort Kérénski !» (parce qu'il a déclenché l'offensive, «fait massacrer 40 000 hommes», etc.).

La seconde partie de ses impressions, celle, comme il le dit lui-même, qui tourne «à son avantage», commence au moment où la foule en effervescence l'amène à l'hôtel de la Krzesinka pour l'y faire «juger». Là on le remet aussitôt en liberté.

Tels sont les faits qui donnent à l'auteur un prétexte pour déverser sur les bolcheviks un flot d'injures. Les injures venant d'un adversaire politique n'ont rien que de naturel, surtout si cet adversaire est un menchevik qui se rend compte que les masses opprimées par le Capital et par la guerre impérialiste ne sont pas avec lui, mais contre lui. Mais les injures ne modifient pas les faits ;

et les faits, même exposés par un ennemi acharné des bolcheviks, disent et prouvent que les masses exaspérées allaient jusqu'à crier «A mort Kérenski», tandis que l'organisation bolchevique donnait au mouvement dans son ensemble le mot d'ordre : «Tout le pouvoir aux Soviets», qu'elle était seule à disposer d'une autorité morale sur les masses et les invitait à renoncer à la violence.

Tels sont les faits. Libre aux valets volontaires et involontaires de la bourgeoisie de vociférer, d'invectiver à ce propos, d'accuser les bolcheviks de «flatter les instincts déchaînés des masses», etc., etc.

Représentants du parti du prolétariat révolutionnaire, nous dirons que notre parti a toujours été et sera toujours avec les masses opprimées lorsqu'elles expriment leur indignation, mille fois juste et légitime, contre la cherté de la vie, contre la carence et la trahison des «ministres socialistes», contre la guerre impérialiste et la prolongation de cette guerre. Notre parti a rempli son devoir le plus strict en marchant le 4 juillet avec les masses justement indignées et en cherchant à donner à leur mouvement, à leur action, le caractère le plus organisé, le plus pacifique possible. En effet, le 4 juillet, la transmission pacifique du pouvoir aux Soviets était *encore* possible, le développement pacifique de la révolution russe était *encore* possible.

On verra par ce qui suit combien est stupide la fable de l'«organisation de l'insurrection armée» imaginée par le procureur. Nul ne conteste que l'immense majorité des soldats et des marins en armes qui se trouvaient le 4 juillet dans les rues de Petrograd sympathisaient avec notre parti. Celui-ci pouvait destituer et emprisonner des centaines de hauts fonctionnaires, occuper des dizaines d'édifices et d'administrations gouvernementales et publiques, etc. Il n'en a rien fait. Seuls des gens qui ont perdu la tête au point de répéter toutes les fables colportées par les cadets contre-révolutionnaires peuvent ne pas se rendre compte qu'il est ridicule et absurde de soutenir qu'il y a eu, le 3 ou le 4 juillet «organisation d'une insurrection armée».

La première question que devrait se poser l'instruction, si elle était tant soit peu semblable à une instruction, serait de savoir qui a commencé la fusillade, puis d'établir le nombre exact des morts et des blessés appartenant à l'un et à l'autre camp, les circonstances qui ont entouré chaque cas de meurtre et de blessure. Si l'instruction était tant soit peu semblable à une instruction (et non à un article

inspiré par l'esprit de cabale et publié dans les journaux de Dan, Alexinski et consorts), le devoir des magistrats instructeurs serait de faire déposer les témoins sur ces questions en public, devant une large affluence, et de publier immédiatement les procès-verbaux de ces dépositions.

Ainsi procédaient toujours les commissions d'enquête en Angleterre, quand l'Angleterre était un pays libre. Ainsi (ou à peu près) crut devoir procéder le Comité exécutif du Soviet, à la première heure, quand la crainte des cadets n'avait pas encore définitivement obscurci sa conscience. On sait que le Comité exécutif promit alors, par voie de presse, de publier deux fois par jour un bulletin relatant les travaux de sa commission d'enquête. On sait aussi que le Comité exécutif (c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks) trompait le peuple en lui faisant cette promesse, qu'il *n'a pas* tenue. Mais le texte de cette promesse est resté dans l'histoire, comme un aveu de nos adversaires, l'aveu de ce que devrait faire tout juge d'instruction tant soit peu honnête.

Il est en tout cas édifiant de noter que les *Birjévyié Viédomosti* furent l'un des premiers journaux *bourgeois* professant la haine du bolchevisme et qui relatèrent dans son édition du soir du 4 juillet la fusillade de ce jour. Or, il ressort de la relation publiée précisément par ce journal que *ce ne sont pas* les manifestants qui ont ouvert le feu et que les premiers coups de feu furent, au contraire, tirés *sur eux* !! Le procureur «républicain» du ministère «socialiste» a naturellement préféré passer sous silence ce témoignage des *Birjévyié Viédomosti* ! Or, ce témoignage, émanant d'un organe franchement hostile au bolchevisme, concorde en tous points avec la version des événements donnée par notre parti. S'il s'était agi d'une insurrection armée, les insurgés n'auraient pas tiré sur les contre-manifestants ; ils auraient cerné des casernes et des édifices publics bien définis, exterminé certaines unités militaires, etc. Si, par contre, il n'était question que d'une manifestation contre le gouvernement et d'une contre-manifestation des défenseurs du gouvernement, il est tout à fait naturel que les premiers à tirer aient été les contre-révolutionnaires, poussés en partie par leur exaspération à la vue de la masse immense formée par les manifestants, en partie par le désir de les provoquer, et il est tout aussi naturel que les manifestants aient répondu aux coups de feu par des coups de feu.

Des listes de morts, probablement incomplètes, ont cependant été publiées dans certains journaux (dans la *Retch* et dans le *Diélo Naroda*, si je ne me trompe). Le premier, le plus urgent des devoirs de l'instruction était de les vérifier, de les compléter et de les publier officiellement. Eluder ce devoir, c'est *escamoter* la preuve que les contre-révolutionnaires ont tiré les premiers.

En réalité, un examen même superficiel des listes publiées montre que les deux principaux groupes, les plus faciles à identifier, ceux des cosaques et des marins, ont eu à peu près autant de tués. Comment cela aurait-il été possible si les 10000 marins en armes venus le 4 juillet à Petrograd, joints aux ouvriers et aux soldats, surtout aux mitrailleurs abondamment pourvus de mitrailleuses, s'étaient assigné pour but l'insurrection armée ?

Il est clair que le nombre des tués parmi les cosaques et les autres adversaires de l'insurrection eût été, en ce cas, au moins dix fois plus élevé, car nul ne conteste l'énorme pourcentage des bolcheviks parmi les hommes en armes qui remplissaient, le 4 juillet, les rues de Petrograd. De très nombreux témoignages émanant d'adversaires de notre parti l'ont attesté dans la presse ; une instruction tant soit peu honnête n'eût pas manqué de réunir et de publier tous ces témoignages.

Si le nombre des tués est à peu près égal de part et d'autre, cela prouve que les premiers coups de feu ont été tirés par les contre-révolutionnaires sur les manifestants, qui ne firent que riposter. L'égalité du nombre des tués ne saurait s'expliquer autrement.

Enfin, les informations suivantes, parues dans la presse, sont d'une extrême importance : des cosaques ont été tués le 4 juillet, au moment où les manifestants et les contre-manifestants échangeaient des coups de fusil. Des collisions de ce genre se produisent aussi en des temps non révolutionnaires, quand les foules sont surexcitées ; par exemple, elles ne sont pas rares dans les pays latins, surtout dans le Sud. Quant aux bolcheviks, certains ont été tués après le 4 juillet, alors qu'il n'y avait *plus* de rencontre entre manifestants et contre-manifestants échauffés et que le meurtre d'un homme désarmé par un homme armé est déjà une exécution sommaire. Ainsi fut tué le bolchevik Voïnov, dans la rue Chpalernaïa, le 6 juillet.

Qu'est-ce donc qu'une instruction qui ne réunit même pas toutes les données publiées par les journaux sur le nombre des tués de part et d'autre ; sur le moment et sur les circonstances exactes de chaque mort ? Ce n'est pas une instruction, c'est une dérision.

Etant donné ce caractère de l'«instruction», on ne peut évidemment pas en attendre même une tentative d'appréciation historique des événements du 4 juillet. Cette appréciation est cependant indispensable à tous ceux qui veulent considérer les événements politiques avec sérieux.

Quiconque essaie de donner une appréciation historique des 3 et 4 juillet ne peut fermer les yeux sur la complète analogie de ce mouvement et de celui des 20 et 21 avril.

Dans les deux cas, l'explosion de l'indignation des masses est spontanée.

Dans les deux cas, les masses en armes descendent dans la rue.

Dans les deux cas, manifestants et contre-manifestants échangent des coups de fusil avec un certain nombre (à peu près égal) de victimes de part et d'autre.

Dans les deux cas, il y a aggravation soudaine de la lutte entre les masses révolutionnaires et les éléments contre-révolutionnaires, la bourgeoisie, les éléments moyens, intermédiaires, enclins à la conciliation étant momentanément éliminés.

Dans les deux cas, la manifestation antigouvernementale revêt une forme particulière (que nous avons définie plus haut) et, se rattache à une crise du pouvoir, profonde et durable.

La différence entre ces deux mouvements, c'est que le second a pris un caractère beaucoup plus aigu que le premier et que les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, neutres les 20 et 21 avril, sont tombés depuis dans la dépendance des cadets contre-révolutionnaires (par le cabinet de coalition et la politique de l'offensive) et se sont en conséquence trouvés, les 3 et 4 juillet, du côté de la contre-révolution.

Le parti contre-révolutionnaire des cadets mentait, tout aussi effrontément après les journées des 20 et 21 avril, lorsqu'il criait :

«Les partisans de Lénine ont tiré sur la Perspective Nevski», et lorsqu'il exigeait de la même façon pour la frime l'ouverture d'une instruction. Les cadets et leurs amis politiques avaient à cette époque la majorité au gouvernement, et il dépendait entièrement d'eux d'ouvrir une instruction judiciaire. Celle qui commença fut bientôt abandonnée sans que l'on eût rien publié.

Pourquoi ? De toute évidence, parce que les faits ne confirmaient en rien ce que les cadets eussent voulu établir. Bref, l'instruction des 20 et 21 avril fut «étouffée», les faits confirmant que le feu avait été ouvert par les contre-révolutionnaires, c'est-à-dire par les cadets et leurs amis. C'est clair.

Visiblement il en a été de même les 3 et 4 juillet. Aussi, monsieur le procureur, pour complaire à Tsérétéli et consorts, a-t-il beau se moquer de toutes les règles élémentaires d'une enquête judiciaire tant soit peu honnête, ses falsifications apparaissent extrêmement grossières et maladroitement.

Le mouvement des 3 et 4 juillet fut la dernière tentative d'inciter, par une manifestation de rue, les Soviets à prendre le pouvoir. Depuis ces journées, les Soviets, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y détiennent la majorité, transmettent en fait le pouvoir à la contre-révolution : ils font en effet venir à Petrograd des troupes contre-révolutionnaires, ils désarment et dissolvent les régiments révolutionnaires, ils désarment les ouvriers, ils approuvent et tolèrent l'arbitraire et la violence contre les bolcheviks, l'institution de la peine de mort sur le front, etc.

Désormais, le pouvoir militaire et aussi, par suite, le pouvoir politique sont passés entre les mains de la contre-révolution représentée par les cadets et soutenue par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Désormais, le développement pacifique de la révolution n'est plus possible en Russie, et l'histoire pose la question en ces termes : ou bien la victoire complète de la contre-révolution ou bien une nouvelle révolution.



Quant à l'accusation d'espionnage et d'intelligence avec l'Allemagne, elle rappelle en tous points l'affaire Beylis, et nous ne pourrions nous y arrêter que très brièvement. L'«instruction » ne fait

ici que répéter les calomnies d'Alexinski, diffamateur notoire, et falsifier les faits avec une singulière maladresse.

Il est faux que j'aie été arrêté en Autriche avec Zinoviev en 1914. Il n'y a eu que moi d'arrêté.

Il est faux que j'aie été arrêté en qualité de sujet russe. J'ai été arrêté comme suspect d'espionnage : un gendarme autrichien avait pris pour des «plans» les diagrammes des statistiques agraires qu'il avait trouvés dans mes cahiers ! Ce gendarme avait visiblement une mentalité analogue à celle d'Alexinski et du groupe de l'*Edinstvo*. Mais je crois avoir battu le record des persécutions dont un internationaliste peut être l'objet, ayant été poursuivi pour espionnage dans des pays appartenant aux deux coalitions belligérantes, en Autriche par les gendarmes, en Russie par les cadets, Alexinski et consorts.

Il est faux que Hanecki ait contribué à me tirer de prison en Autriche. C'est Victor Adler qui y contribua en faisant honte de mon incarcération aux autorités autrichiennes. Ce furent aussi les Polonais, qui rougissaient de voir un révolutionnaire russe aussi odieusement emprisonné, en terre polonaise.

Mensonge infâme, l'affirmation que j'étais en rapports avec Parvus, que je visitais les camps de prisonniers, etc. Rien de pareil ne s'est produit et ne pouvait se produire. Notre journal le *Social-Démocrate* qualifia Parvus de renégat et de Plekhanov allemand [1] dès la publication des premiers numéros de sa revue *Die Glocke (La Cloche)* [2].

Parvus est un social-chauvin au service de l'Allemagne, de même que Plekhanov est un social-chauvin au service de la Russie. Internationalistes révolutionnaires, nous n'avions et ne pouvions rien avoir de commun avec les social-chauvins allemands, russes ou ukrainiens (*Ligue pour la libération de l'Ukraine*).

Steinberg est membre du comité des émigrés de Stockholm. Je l'ai vu à Stockholm pour la première fois. Il arriva à Petrograd vers le 20 avril ou un peu plus tard et demanda, je m'en souviens, des subsides pour la société des émigrés. Le procureur pourrait très facilement vérifier mes dires, s'il en éprouvait le désir.

Le procureur spéculé sur les relations de Parvus et de Hanecki, et de ce dernier avec Lénine ! Pure fourberie, car chacun

sait que Hanecki avait des affaires d'argent avec Parvus et que nous n'en avons aucune avec Hanecki.

Négociant, Hanecki était un employé de Parvus, ou bien faisait des affaires avec lui. Mais bon nombre d'émigrés russes dont les noms ont paru dans la presse ont été employés dans les entreprises et les établissements de Parvus.

Le procureur invoque un autre argument : la correspondance commerciale pouvait, à son avis, servir de couverture à une opération d'espionnage. Je voudrais bien savoir combien de membres des partis cadet, menchevique et socialiste-révolutionnaire devraient être inculpés, en raison de leur correspondance commerciale, si on leur appliquait cette admirable recette !

Mais si le procureur est en possession de divers télégrammes adressés par Hanecki à Sumenson (ces télégrammes ont déjà été publiés), si le procureur sait dans quelle banque Sumenson avait de l'argent, à quelle époque et quelle somme (le procureur a publié quelques chiffres là-dessus), pourquoi n'inviterait-il pas deux ou trois employés de bureau ou de commerce à participer aux travaux de l'instruction ? Ne lui fourniraient-ils pas en deux jours des extraits *complets* de tous les livres de commerce et de banque susceptibles de l'intéresser ?

Le caractère de cette «affaire Beylis» s'est manifesté avec une parfaite évidence dans le fait que le procureur se borne à produire des chiffres partiels. « En six mois, Sumenson a prélevé sur son compte courant 750000 roubles, et il lui en est resté 180000 ! » Du moment qu'on publie des chiffres, pourquoi ne dit-on pas avec précision à quel moment et chez qui Sumenson a pris ces sommes «en six mois» et à qui elle les a versées ? Quelles marchandises recevait Sumenson et à quel moment ?

Quoi de plus facile que de se procurer des chiffres précis ? On pouvait et on devait le faire en deux ou trois jours ! On aurait ainsi découvert, tout le réseau des affaires commerciales de Hanecki et de Sumenson. Et il ne serait plus resté place pour les vagues insinuations dont use le procureur !

Les fonctionnaires du ministère de Tsérétéli et Cie transcrivent en termes «officiels» les plus basses, les plus infâmes calomnies d'Alexinski : voilà jusqu'où sont tombés les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks !



Il serait naturellement d'une bien grande naïveté de prendre les «instructions judiciaires» ouvertes par le ministère Tsérééli, Kérenski et Cie contre les bolcheviks pour de vrais procès. Ce serait une illusion constitutionnelle vraiment impardonnable.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, coalisés depuis le 6 mai avec les cadets contre-révolutionnaires et souscrivant à la politique de l'offensive, c'est-à-dire à la reprise et à la continuation de la guerre impérialiste, se sont révélés, comme c'était fatal, prisonniers des cadets.

Prisonniers, ils sont obligés de participer aux plus sales besognes, aux plus viles, aux plus calomnieuses manœuvres de leurs maîtres.

L'«affaire» Tchernov commence rapidement à éclairer les plus arriérés, c'est-à-dire à confirmer la justesse de notre point de vue. Quant à la *Retch*, c'est à l'«hypocrite» et au «zimmerwaldien» Tsérééli qu'elle s'en prend, après Tchernov.

Désormais les aveugles vont voir, les pierres vont parler.

La contre-révolution s'organise. Les cadets en forment la base. L'Etat-major général et le commandement supérieur, Kérenski, qui sont entre leurs mains, la presse des Cent-Noirs qui est à leur service : voilà les alliés de la contre-révolution bourgeoise.

Les infâmes calomnies répandues contre des adversaires politiques aideront le prolétariat à voir plus vite où est la contre-révolution et à la balayer au nom de la liberté, de la paix, du pain aux affamés, de la terre aux paysans.

Notes

Les notes rajoutées par l'éditeur sont signalées par [N.E.]

[1]. Voir «Au bout de rouleau», Œuvres, vol. 21, pages 437-438

[2]. «Die Glocke » [la Cloche], revue éditée à Munich, puis à Berlin, en 1915-1925 par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Helfand), agent de l'impérialisme allemand. [N.E.]